

## **Divagation théorique, Digression politique, Débridage du neurone Éléments d'analyse du mouvement anti/alter-mondialiste**

**Jean-Marie Harribey**

**22 novembre 2003**

Les choses sont allées plus vite que nous ne l'avions prévu. En 5 ans, nous avons vu l'association ATTAC passer d'une initiative prise à quelques personnes seulement à une dynamique dont la place est devenue incontournable sur la scène sociale et politique nationale et mondiale. Bien plus, en 5 ans, nous avons vu émerger un mouvement aux dimensions considérablement plus larges que celles de l'association ATTAC, capable de sensibiliser, de mobiliser, de critiquer, et de proposer une alternative à la logique de la marchandisation capitaliste du monde, alternative faite de solidarité et de coopération entre les peuples.

Les choses sont allées très vite au point d'élargir de façon stupéfiante la gamme des sujets de contestations et de propositions.

Nous étions partis du refus de la spéculation financière en proposant d'instaurer une modeste taxe Tobin sur les transactions de change. Et nous avons très rapidement compris qu'elle ne servirait à pas grand chose si elle ne s'accompagnait pas de la suppression des paradis fiscaux, du contrôle des banques centrales, de la réforme radicale des IFI, telles que le FMI et la BM, et de l'annulation de la dette du tiers-monde.

Nous aurions pu en rester là et cela n'aurait été déjà pas mince. Mais c'eut été mal comprendre les profondes mutations du capitalisme contemporain.

La prise en considération de celles-ci a constitué sans doute une deuxième étape de la dynamique de notre association et du mouvement social plus largement.

Quelles sont les caractéristiques du capitalisme contemporain ?

A la charnière des années 1960 et 1970, celui-ci est entré dans une crise profonde parce qu'il a vu le taux de rentabilité du capital, i.e. le taux de profit, fléchir suffisamment pour casser durablement le processus de croissance qui avait semblé n'avoir jamais de fin après la guerre et de provoquer une montée faramineuse du chômage.

Assez rapidement, le capitalisme a réagi et la parade qu'il a trouvée a consisté à renverser brutalement le cours des politiques économiques : liberté de circuler pour les capitaux, montée des taux d'intérêt, priorité à la lutte contre l'inflation plutôt que contre le chômage, privatisations pour élargir le champ d'investissement des capitaux privés, remise en cause des systèmes de protection sociale et des services publics, appropriation des connaissances scientifiques, marchandisation de l'eau, de l'air, du vivant.

Quelles sont les conséquences les plus effrayantes de cette libéralisation au départ rampante et maintenant de plus en plus brutale ?

Sur le plan social, les 3 P : Prolétarianisation (extension du salariat au niveau mondial), Paupérisation (appauvrissement relatif du plus grand nombre et parfois absolu), Précarisation (perte des droits sociaux).

Sur le plan écologique, les 3 D : Dépossession (des biens publics), Dégradation (pollutions), Disparition (épuisement des ressources naturelles).

Les conditions matérielles, objectives, sont donc réunies pour que la prise de conscience et la mobilisation sociales atteignent le système en son cœur : la critique radicale de la logique de l'accumulation du capital, i.e. du profit, et pas seulement la critique de la régulation ultralibérale du système que nous connaissons depuis près de 30 ans.

La distinction entre critique du système, i.e. de sa logique et des rapports de classes qu'il impose, et critique de la régulation de ce système, i.e. plus ou moins d'intervention

étatique par rapport aux mécanismes de marché, marque une étape dans le mouvement social qui a grandi depuis Seattle jusqu'à Cancun en passant par Porto Alegre et tous les forums sociaux.

La remise en cause du capitalisme était jusqu'à ces toutes dernières années devenue taboue après que l'échec de l'URSS eut été patent. Aujourd'hui, cette question peut faire de nouveau l'objet d'un débat politique public. Je voudrais le montrer de deux manières.

1. En prenant l'exemple de la bataille qui a eu lieu sur les retraites au printemps dernier.

Nous avons réussi à déplacer le débat du terrain où voulaient l'enfermer le patronat et le gouvernement, celui de la démographie, sur le terrain de la répartition des richesses produites. Même si nous avons perdu la bataille politique, nous avons gagné celle des idées parce que la majorité des salariés ont compris à ce moment-là qu'il s'agissait d'une bataille salaires contre profits, i.e. travail contre capital.

A cette occasion, ATTAC a joué un rôle éminent en montrant que la vraie bataille contre la mondialisation capitaliste était celle qui était capable de relier entre eux tous les fronts ouverts par la crise du capitalisme : l'emploi, la protection sociale (santé et retraites), les services publics, le droit à l'alimentation sans OGM et la paix pour tous les peuples. La lutte sur les retraites avait démarré le 1<sup>er</sup> février 2003 et avait été suivie le 15 de celle contre la guerre en Irak.

Aussi les propos du Président d'honneur d'ATTAC selon qui nous ne serions ni de droite ni de gauche, sont-ils à la fois absurdes parce qu'ils ignorent ou font semblant d'ignorer la signification originelle du mot « politique » (organisation de la cité) et pervers car ils dissimulent en fait une ligne politique (mais dans son sens restreint, i.e. partisan) aussi précise que funeste, celle du souverainisme, ce qui serait encore un moindre mal si elle ne nous rappelait pas qu'il en existe encore une pire, celle du poujadisme.

Les propos du Président ne sont pas en reste lorsqu'ils sous-estiment la prise en compte du partage de la valeur ajoutée dans la lutte sur les retraites, ou bien lorsqu'ils fustigent les forces militantes qui se situent à gauche de la gauche, ou bien encore lorsqu'ils condamnent la pratique de la désobéissance civile.

Dans le contexte marqué par l'avancée du mouvement social au sens large et par la désignation de plus en plus précise de l'adversaire de classe, on comprend que s'exacerbent les tensions et que commencent à se confronter des perspectives stratégiques différentes, voire que certains veuillent reprendre les choses en mains.

Deux erreurs miroirs l'une de l'autre sont à éviter. La première serait de nous placer en état de suivisme à l'égard d'une ligne partisane. La seconde serait de nous croire en état d'apesanteur politique en pensant tenable un discours interclassiste, s'adressant à toutes les catégories de la population, indépendamment du grand clivage qui continue de structurer les sociétés modernes : ceux qui possèdent tout ou presque et ceux qui sont soumis aux premiers. Les deux erreurs peuvent cohabiter au sein d'ATTAC. Pour preuve, le projet de texte « Quelle nouvelle étape pour ATTAC France ? » qui ne relie jamais la mondialisation libérale à la logique du capitalisme et à la crise de celui-ci, qui reprend à son compte le concept contestable d' « Empire », qui se contente de répéter les griefs que nous avons contre la libéralisation tous azimuts mais sans esquisser aucune perspective stratégique ni même ouvrir la discussion sur ce point.

2. Le deuxième aspect que je voudrais mettre en évidence, parce qu'il montre que la mise en cause du capitalisme n'est plus taboue, est celui que j'appelle l'achèvement de la révolution bourgeoise du droit de propriété.

En voulant tout marchandiser, jusqu'aux conditions mêmes de la vie, le capitalisme cherche à achever ce qu'il a commencé il y a quelques siècles : faire de tout bien, de toute

ressource, de toute connaissance, de tout symbole même, un objet susceptible d'être approprié, i.e. un objet de lucre. Alors que le discours libéral laisse croire qu'il s'agit d'un processus naturel, les luttes qui sont menées dans le monde montrent qu'il n'en est rien : ce processus résulte d'un rapport de forces social, le plus souvent imposé par la violence :

- la violence des propriétaires des latifundias contre les sans-terre d'Amérique du Sud ;
- la violence des multinationales semencières contre les paysans qui refusent les OGM ;
- la violence des multinationales pharmaceutiques détentrices de brevets contre les pays qui souhaiteraient produire ou acheter des médicaments génériques ;
- la violence des actionnaires propriétaires du capital des entreprises qui licencient pour accroître les dividendes et faire monter le cours des actions en Bourse, etc.

Que montrent les luttes contre toutes ces formes de violence ? En premier lieu que la question de la propriété reste une question centrale pour la transformation de la société. Cela implique de remettre au centre des débats, de redéfinir, la propriété sociale comme alternative à la propriété privée. Avant tout, la propriété sociale :

- des biens publics mondiaux : eau, air, ressources naturelles, connaissances ;
- des outils du développement : infrastructures d'énergie, de transport, de télécommunications et d'information, et infrastructures d'éducation et de santé.

La propriété sociale est une condition nécessaire mais non suffisante. Le contrôle et le pouvoir des travailleurs et usagers en sont les compléments sans lesquels la socialisation de la propriété est vidée de son contenu.

Si l'on rassemble ces deux notions, propriété sociale et contrôle des travailleurs et citoyens, on retrouve la définition originelle du socialisme sur lequel il faut rouvrir la discussion si l'on veut véritablement réfléchir aux alternatives.

Qu'est-ce que je veux signifier par là ? Qu'en l'espace de moins d'une décennie on est passé du renoncement le plus total face au règne de l'argent et de la loi que celui-ci assène sur le marché à un nouveau questionnement : comment résister à la marchandisation ? Et cela n'a pas d'autre sens que : comment s'opposer au capitalisme dont la dynamique est précisément de tout marchandiser ?

On comprend alors qu'apparaisse comme légitime, sinon partagée par tous, ce qui est loin d'être le cas, le passage à la question qui suit immédiatement : comment être anti-capitaliste aujourd'hui ? Je mets de côté ici l'aspect théorique de la différence entre capitalisme et marché<sup>1</sup>.

Or la question « comment être anti-capitaliste aujourd'hui ? » est terrible. D'abord parce qu'elle nous rappelle utilement qu'on n'a pas été très efficacement anti-capitaliste au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

Ensuite parce qu'elle nous met les pieds dans la difficulté : nous ne sommes plus une association faisant partie d'un mouvement planétaire qui veut imposer une taxe Tobin. Nous voulons et nous faisons beaucoup plus : nous faisons de la politique. Et même nous sommes les seuls à faire, face à nos adversaires qui eux aussi en font, de la politique, i.e. à nous battre pour un choix de société.

Question terrible enfin parce que, comme nous faisons de la politique dans le sens indiqué précédemment, nous sommes interpellés sur le problème de savoir quels liens nous entretenons avec le domaine du politique au sens étroit, partisan, du terme. Plus, nous sommes presque sommés de dire si nous allons nous présenter aux élections ou d'avouer pour qui nous allons appeler à voter. Il est évident que nous ne tomberons pas dans ce piège.

---

<sup>1</sup> . Pour un aperçu de cet aspect théorique, voir J.M. Harribey, *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2<sup>ème</sup> éd. 2004, chapitre 37.

Mais, malheureusement, souvent, quand on évite un piège, on risque de tomber dans un autre moins évident.

Il y a dans le mouvement social dit alter-mondialiste une idée semble-t-il largement répandue, en tout cas exprimée par certains de ses leaders charismatiques, qu'ils soient praticiens de la lutte comme José Bové ou théoriciens comme Toni Negri, idée selon laquelle le mouvement alter-mondialiste ne s'occupe pas, ne doit pas s'occuper, du pouvoir, mais que sa tâche est uniquement de construire des contre-pouvoirs.

Cette idée n'est pas nouvelle. Elle fait suite à une longue tradition, particulièrement en France qui a vu le syndicalisme par la Charte d'Amiens de 1906 s'affirmer comme autonome vis-à-vis des partis politiques, et aussi s'affirmer comme potentiellement capable d'assurer à lui seul le changement de toute la société comme l'exprimait le courant anarcho-syndicaliste.

Or je pense que cette question est rouverte aujourd'hui. Car le modèle léniniste de transformation de la société a échoué, celui de la social-démocratie aussi (ces deux modèles avaient pour point commun d'être centralisés), de même que la démarche (je dis démarche et non pas modèle car elle n'a jamais véritablement accédé au pouvoir) plus basiste et décentralisée.

Nous sommes donc confrontés à la nécessité de réinventer une articulation entre les lieux de confrontation sociale, les lieux de luttes de classes, les différentes structures organisationnelles intervenant sur ces lieux :

- articulation entre l'action syndicale et l'action associative : nous en savons quelque chose avec la lutte sur les retraites et avec l'organisation des forums sociaux ;
- articulation entre la mobilisation sociale et les réponses politiques.

Je déteste l'expression « débouché politique » des luttes sociales parce qu'elle sous-entend qu'il devrait y avoir une prise de relais entre l'action sociale et l'action politique, la première s'effaçant quand commence la seconde, entérinant une sorte de division du travail qui s'est historiquement révélée stérile. En France, le PS, le PC, les Verts, la LCR, parlent de débouché, chacun pensant évidemment être « le » débouché.

En revanche, je pense nécessaires des réponses politiques à des questions politiques posées par le mouvement social. Que nous a-t-il manqué pour gagner sur les retraites ? Nous avons des réponses claires et crédibles sur le contenu et nous les avons peu à peu installées dans le débat public. Mais nous avons perdu sur la stratégie. Et la stratégie, c'est la définition même du combat politique, sans parler du militaire.

Nous n'avons pas de stratégie claire à opposer à une stratégie qui, elle, était tout à fait déterminée et comportait deux aspects : diviser le mouvement pour éviter qu'il aille à la grève générale et accréditer l'idée que toutes les politiques auraient adopté les mêmes mesures que la réforme Fillon. Du côté social, les syndicats n'étaient pas prêts à aller à la grève générale et ils avaient intériorisé peu ou prou, contrairement à ce que criait la rue, l'inéluctabilité de la réforme et notamment du recours à l'épargne salariale, faux nez de la capitalisation. Et cela d'autant qu'aucune force politique à vocation gouvernementale n'exprimait d'alternative dans les mêmes termes que la rue. Nous n'avons donc pas de réponse politique à la hauteur de la situation.

Autrement dit, la question posée ci-dessus (comment être anti-capitaliste ?) parce que je la vois poindre dans le mouvement social se ramène en grande partie à : comment réinventer la politique et la démocratie ? comment penser le pouvoir ?

Mais on est loin de l'idée simple mais simpliste : on va interpeller nos élus. Certes, il faut interpeller nos élus mais ce n'est pas ça réinventer la politique. N'ayons pas peur du politique parce que c'est le lieu du pouvoir. Si nous croyons en la capacité des humains de maîtriser leur destin, alors réinventer la politique signifie bâtir de nouveaux lieux et organes de pouvoir. Les quelques expériences historiques dont nous disposons démontrent que lorsque les travailleurs créent des organes de véritable pouvoir autogestionnaire, ceux-ci ne sont plus

du côté du contre-pouvoir mais du côté du pouvoir ; en revanche les syndicats restent et doivent rester des organes de contre-pouvoir même lorsque les travailleurs ont créé leurs organes de pouvoir.

La démocratie participative est une voie prometteuse à condition qu'elle s'inscrive dans cette perspective de l'autogestion qui est ce qu'il y a de mieux comme potentialité vérifiée dans toute l'histoire ouvrière.

Voilà pour les choses théoriques. Concrètement, cela veut dire que :

- ATTAC n'est pas un parti politique et ne le sera pas.
- ATTAC s'intéresse à ce qui se déroule dans le champ politique et ses adhérents peuvent tout à fait s'y investir à titre individuel. Par exemple, ATTAC peut et doit se positionner contre le projet libéral de constitution européenne et appeler à voter contre s'il y a un référendum.
- ATTAC accepte le dialogue avec toutes les composantes du mouvement en lutte contre le capitalisme qui s'inscrivent dans une démarche démocratique.
- ATTAC ne court pas après le mythe du grand soir mais garde comme horizon, comme boussole, un monde sans capitalisme, « la vie après le capitalisme » (titre d'un séminaire au FSE Paris).

## Conclusion

Notre relation au politique, ce n'est pas de savoir à quelles universités de partis politiques nous allons rendre visite l'été prochain. Notre relation au politique,

1. C'est de reconnaître, après les échecs du XX<sup>e</sup> siècle, que la démocratie doit marcher sur deux pieds : le pied de la démocratie directe, et celui de la démocratie représentative avec délégation de pouvoir continuellement contrôlée. La délégation de pouvoir n'est acceptable qu'à cette condition. Et le contrôle n'est possible que si on abandonne le présupposé selon lequel le pouvoir c'est mal et la politique aussi. « La politique : bien commun ? » (titre d'un séminaire au FSE Paris).
2. C'est assumer notre transversalité thématique qui, bien qu'elle soit difficile à mettre en œuvre, est la seule garantie que nous ne perdons pas de vue l'objectif central : construire un monde solidaire. Plus on sera transversal et cohérent, plus on sera politique. Faut-il alors s'occuper de tout ? Non, mais il faut relier les thèmes que nous choisissons aux autres. L'angle d'...attaque privilégié me paraît être l'emploi, la précarisation (notamment dans l'urgence, le RMA), le sens et les finalités du travail, et par suite les finalités de la production dans le double souci de répondre aux besoins fondamentaux et d'économiser la planète.
3. C'est nous inscrire dans la continuité d'une histoire sociale et prendre toute notre place au sein de toutes les structures du mouvement social et avant tout au sein des syndicats. Des syndicats qui sont ce que les salariés en font, qui sont traversés par les contradictions de la société et qui n'évolueront pour prendre en compte les nouvelles aspirations que si l'on accepte la confrontation positive. Gardons-nous dans tous les cas de faire d'ATTAC le parti des sans parti, le syndicat des sans syndicat, le mouvement des sans boussole.

A propos de boussole, pour aider vraiment le Sud, il faut faire le ménage au Nord.